

de Russie, et par des raisons ci-dessus mentionnées, il est impossible au gouvernement de Sa Majesté de donner en ce qui le concerne, aucune sanction à la marche annoncée par le prince Gortschakoff.

« Si, au lieu d'une telle déclaration, le gouvernement russe s'était adressé au gouvernement de Sa Majesté et aux autres puissances qui sont parties contractantes dans le traité de 1856, et leur avait proposé d'examiner s'il s'était produit quelque fait qu'on pût considérer comme une infraction du traité, ou bien si, dans les conditions de ce traité, il se trouve quelque chose qui, par suite de modifications dans les circonstances, pèse avec une injuste sévérité sur la Russie, ou bien, qui, en suite des événements, est devenu inutile à la juste protection de la Turquie, le gouvernement de Sa Majesté ne se serait pas refusé à examiner la question de concert avec les co-signataires du traité. Quel qu'ait pu être le résultat de pareilles communications, une chance de complications futures et un très-dangereux précédent quant à la validité des obligations internationales eussent été évités. »

Je suis, etc.

GRANVILLE.

P. S. Veuillez donner lecture et laisser copie de cette dépêche au prince Gortschakoff.

Courrier de Tours

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Tours, vendredi, 18 novembre.

Nous sommes toujours ici dans l'attente des événements qui doivent dans quelques jours décider du sort de la France. Le gouvernement, pour prouver la gravité de la situation, vient encore une fois d'avertir les journaux de se dispenser de publier aucun renseignement concernant les mouvements de nos troupes.

Il est vraiment désolant que le gouvernement soit obligé de multiplier ces avis et nous ne comprenons pas que certains journaux soient sur ce point incorrigibles. C'est donc bien difficile de se faire et de faire preuve de patriotisme en ne publiant aucun renseignement qui puisse servir à l'ennemi.

Nous entendons des gens qui plus ou moins, sont de bonne foi, dire : à quoi sert de ne pas signaler tel ou tel mouvement de nos armées ; est-ce que les Prussiens ne les connaissent pas aussi bien et mieux que nous ? Là est l'erreur : quel que soit le zèle de leurs espions, les Prussiens ne peuvent tout savoir ; et il est certain que depuis le commencement de la campagne, la moitié de leurs renseignements leur a été fournie par les indiscrets de nos journaux. Nous regrettons vivement ces indiscrétions, et, sous ce rapport, les journaux prussiens nous ont donné une éclatante leçon de patriotisme.

Il ne faudrait pas nous effrayer de l'absence de nouvelles de Paris ; la cause du silence de Paris est toute naturelle : le vent d'ouest souffle depuis une dizaine de jours et tout ballon qui sortirait de la capitale aurait toutes chances de tomber au milieu des lignes prussiennes ; mais nous savons par des dépêches expédiées de Versailles qu'aucun événement militaire ne s'était produit depuis plusieurs jours à la date d'hier devant la capitale.

Nous trouvons dans des journaux étrangers divers renseignements qui nous rassurent sur la situation matérielle de Paris : la disette ne paraît pas sur le point de s'y faire sentir, et sous ce rapport les calculs de la Prusse ne se sont pas trouvés exacts. On nous dit même que les approvisionnements dépassent de près de moitié les calculs faits par ceux qui ont quitté Paris dans les premiers jours de septembre.

On comprend aujourd'hui que l'on a un peu exagéré dès le début les conséquences immédiates du réveil de la question d'Orient. L'Angleterre a envoyé une note à Saint-Petersbourg, l'Autriche a suivi son exemple ; mais il n'y a pas eu de note collective formulée par les puissances ; et la question d'Orient n'a qu'un rapport tout à fait indirect avec la guerre entre la France et la Prusse ; et même elle ne peut exercer d'influence sur ce conflit que s'il est démontré que la Prusse et la Russie agissent de concert. Cet accord ne sera peut-être pas facile à démontrer, et en tout cas il est certain qu'une solution ne peut être immédiate, la Prusse et la Russie ayant un immense intérêt à faire traîner les choses en longueur.

On sait que la majorité de l'opinion en Belgique, a donné tort à la France, dès le début, pour la façon dont elle avait conduit les négociations qui ont amené la guerre actuelle. Mais, depuis la Belgique s'est émue des désastres de la France ; et quand nos soldats se sont réfugiés sur son territoire, sa conduite a été admirable et lui a créé un droit imprescriptible à notre reconnaissance. La presse belge s'émue des convoitises prussiennes et signale le danger de l'agrandissement d'une puissance qui ne respecte rien. Aussi le ministre de Prusse a-t-il déjà adressé des remontrances au gouvernement belge. Il en a été question au parlement de Bruxelles. Le gouvernement a déclaré avoir répondu à la Prusse que, la presse étant libre en Belgique, il ne pouvait être responsable de ce qu'elle publie. Cet incident paraît avoir causé une certaine émotion en Belgique.

Il vient de paraître à Tours un nouveau journal quotidien ; il s'appelle de ce titre un peu prétentieux *Les Etats-Unis d'Europe*. Ce journal affirme que la république n'existe que de nom en France et qu'elle n'y sera fondée que le jour où nous aurons en France les institutions des Etats-Unis d'Amérique. Voilà qui est bien pensé pour un officier de gendarmerie, car avant d'en dire davantage sur ce journal qui paraît vouloir faire de l'opposition au ministère de la guerre, je dois vous prévenir que le gérant délégué est M. atruffe. Si je me trompe, j'en demande mille fois pardon au gérant délégué, mais je suppose que cette signature est celle du célèbre M. Latruffe, qui se distingua comme gendarme, alla ensuite diriger à Paris les comptoirs de Boucherie dont on sait la déconfiture, et quelque temps avant le siège chercha à créer une légion de volontaires à cheval pour faire la guerre de parisans autour de Paris.

On me raconte cette petite anecdote : Un jour, il arriva à la gare de Tours un convoi de prisonniers prussiens. Les mobiles leur servirent d'escorte ; au milieu de la rue Royale, un officier prussien mit la main sur l'épaule d'un lieutenant de la mobile ; « Monsieur lui dit-il, — pour les Prussiens, les mobiles ne sont pas des soldats, — vous devez nous conduire au quartier de Guise, ce n'est pas la route ; vous voulez donc nous exhiber ? » Le mot est joli, il prouve que l'officier prussien connaissait bien la ville de Tours ; il était blessé de ce qu'on ne lui fit pas suivre le chemin le plus court et qu'on le montra en spectacle.

CH. CAROT.

Les mouvements des Prussiens sur la Loire.

Le journal d'Indre et Loire contient ce qui suit :

« Les nouvelles qui nous parviennent signalent toujours la marche précipitée de l'ennemi, dans la direction de l'Yonne à la Loire. Le général Voigt-Rhétz,

qui se trouvait le 14 à Châtillon, est arrivé hier à Tonnerre avec le 10e corps, composé de 20,000 hommes, suivi d'équipages militaires considérables. D'autres corps de troupes sont en mouvement.

« L'armée du prince Frédéric-Charles, à laquelle appartiennent ces corps, et qui arrive à marche forcée pour opérer sa jonction avec l'armée de la Beauce, marche évidemment sur plusieurs colonnes parallèles : l'une passe par Nogent-sur-Seine, Montereau et Fontainebleau ; une autre traverse l'Yonne à Sens et se dirige sur Nemours ; une troisième, comme nous venons de le dire, est venue de Châtillon à Tonnerre et marchera probablement sur Auxerre. Le prince Frédéric-Charles est toujours à Troyes.

« Rien ne fait encore prévoir l'intention de l'ennemi. Cherchent-ils à exécuter un double mouvement sur la droite et sur la gauche pour envelopper notre armée ? En de leurs corps d'armée traversera-t-il la Loire pour s'établir sur la route de Bourges ? On n'en sait rien encore. Mais tout porte à croire que leurs mouvements auront pour but de renouveler la manœuvre qui leur a si bien réussi à Sedan.

« Un bruit qui prend une certaine consistance confirmerait, s'il se vérifiait, cette appréciation.

« On affirme, en effet, que l'armée composée de troupes des généraux de Thann, Wittich, Albert de Prusse et Mecklembourg, qui s'était établie entre Arthenay et Thoury, aurait fait un mouvement en arrière et se serait repliée les uns sur Etampes, d'autres pour exécuter une marche de flanc sur la droite. »

D'après les dernières informations, dit le *Journal du Loiret*, les forces du général de Tann, renforcées par celles du général Wittich, du prince Albert et du prince de Mecklembourg, s'élevaient de 60 à 70,000 hommes, qui ne tarderont pas sans doute à être soutenus soit par des renforts directs, soit par des corps d'armée opérant sur la droite et prenant suivant un plan agité dans l'état-major prussien, le Mans pour objectif.

A Orléans, on estimait que l'armée du général de Tann comprenait au moins 45,000 hommes. Le *Times* prétend qu'avec les renforts reçus dans les derniers jours, elle était forte de 50,000 hommes et de 120 canons.

DOCUMENTS COMMUNIQUÉS.

Hier, a eu lieu dans un des cafés de la ville de Tours, une véritable scène de désordre à la suite de laquelle M. Charles Lullier, à qui en remonte toute la responsabilité, a été mis en état d'arrestation sur l'ordre du ministre de l'intérieur et de la guerre.

Le gouvernement vient seulement de recevoir en communication la pièce suivante, datée de Soissons, le 28 octobre, et signée par un des membres de la commission municipale :

Blessures faites à un factionnaire prussien.

PROCLAMATION.

« A nos concitoyens, »
« Jusqu'ici la population soissonnaise s'est montrée calme, et nous avons droit de compter qu'elle continuera à comprendre la situation et les devoirs qu'elle impose.

« Cependant, un malfaiteur, qui nous ne pouvons croire être de notre ville, s'est livré cette nuit à un acte d'hostilité envers un factionnaire prussien.

» De tels faits ne sont pas seulement

condamnables, ils peuvent amener des représailles et des rigueurs qu'il importe à tous de conjurer.

« Nous avons trop de confiance dans la loyauté de nos concitoyens et le sentiment du devoir qui les anime pour douter un instant de leur concours et de leurs efforts afin d'empêcher à l'avenir le renouvellement d'un pareil acte. »

Il importe dès à présent de signaler à la réprobation publique le nom des hommes qui se sont faits, en de pareils termes les auxiliaires et les porte-paroles de la police des ennemis de la France.

Voici les signatures dont est revêtu cet acte de complaisance anti-patriotique : H. Salleron, président, Choron, Dumont, vice-présidents, Sorin, Périn, Em. Fossé, Darcosse, L. Boujot, Bodelot, G. Decerle, O. Fourrier, Missa, Sieyès, Alph. Lemaire, Despierrres, J. Leroy, Journaux, Eug. Rigaux, Marcolle, Poidevin, Quint.

Cette pièce a été publiée le 8 novembre, par l'*Argus Soissonnais* qui a pour gérant l'un des signataires, et nous avons le regret de constater qu'elle n'est suivie d'aucun acte constatant qu'aucune de ces signatures ait été surprise ou supposée.

COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DE LA RÉGION DU NORD.

ORDRE GÉNÉRAL.

Lille, le 17 novembre 1870.

Le général commandant supérieur de la région du Nord, se fait un devoir de porter à la connaissance des troupes, les divers faits d'armes qui se sont produits dans l'étendue de son commandement, depuis le 29 octobre dernier.

Les francs-tireurs du Nord et du Havre, chargés de la défense de la forêt de Lyons, ont arrêté près de Longchamp la marche d'une colonne ennemie, appuyée d'artillerie, qui a dû battre en retraite après avoir eu douze tués et environ trente blessés.

Le 2 novembre, la 1re compagnie du 3e bataillon de mobiles de la Marne a attaqué dans un bois, près de Saint-Just, une partie de cavaliers saxons de la garde royale et l'a mis en déroute, lui tuant un capitaine et six cavaliers. Deux jours après, cette même compagnie enlevait à l'ennemi un convoi de 16,000 kilog. d'avoine.

Dans les environs d'Amiens, les compagnies de reconnaissance de la garde mobile ne cessent de harceler la cavalerie prussienne. Un détachement de uhlans a été surpris et a eu 3 hommes tués et 10 hors de combat.

Enfin, dans les Ardennes, les francs-tireurs du pays opèrent avec une grande énergie et la plus louable activité. Leurs coups de main hardis et répétés les rendent redoutables à l'envahisseur de notre pays. Ces petits engagements prouvent que partout où l'ennemi se présentera.

Le général commandant supérieur est heureux de constater cet élan général, et il a confiance qu'il ne se démentira pas quand les circonstances exigeront de nouveaux efforts.

Au quartier général à Lille, le 15 novembre 1870. Signé : G. BOURBAKI.

CIRCULAIRE DU GÉNÉRAL BOURBAKI.

Le général Bourbaki a adressé la circulaire suivante aux chefs de corps placés sous ses ordres :

« Le règlement des prises faites sur l'ennemi devra être opéré de la manière suivante :
« Les chevaux seront payés aux prix de cent francs à affecter aux capteurs.
« Les bestiaux et objets de toute nature appartenant à l'ennemi seront livrés à l'administration, qui en opérera la vente, et le produit donné pour 1/4 aux capteurs et pour les 3/4 à l'Etat.
« Le numéraire enlevé à l'ennemi sera reparti de la même manière entre l'Etat et les capteurs.
« Les armes et les munitions de guerre se-

ront remises à l'Etat et ne donneront droit à aucune indemnité. Toute prise donnera lieu à un procès-verbal établi par l'intendant ou le sous-intendant.

« La part revenant aux capteurs sera remise aux corps auxquels ils appartiennent, pour être divisée entre les hommes du corps du détachement qui aura fait l'opération, conformément aux règles fixées par l'article 149 du titre XI du règlement du 3 mai 1832 sur le service des armées en campagne, c'est-à-dire :

Officiers supérieurs 3 parts.
Capitaines 2
Lieutenants et sous-lieutenants 3
Sous-officiers 2

Caporaux, brigadiers et soldats 1
« Le commandant de l'expédition ou ayant six en sus de celles qui lui donne son grade.

« Les chevaux, bestiaux et autres objets appartenant aux habitants seront rendus. Dans le cas où cette restitution ne pourrait se faire, l'intendant ou sous-intendant aurait à faire opérer la vente, dont le montant serait versé dans les caisses du département pour être remis ultérieurement aux intéressés.

« Lille, le 14 novembre 1870.
« Le général commandant supérieur de la légion du Nord.
Signé BOURBAKI. »

Voici un renseignement que l'*International* donne comme authentique :

« Le prince royal de Prusse est condamné par la Faculté. Il se meurt de ce mal que dans son propre entourage on nomme la dysenterie noire. Ce renseignement est de la plus stricte exactitude. »

Après les trois cercueils de Reims dont on a tant parlé, les journaux font intervenir la Faculté et la dysenterie noire. Tout cela ne mérite guère qu'on s'y arrête.

Chronique locale & départementale

EMPRUNT NATIONAL DE 750 MILLIONS

Terme de novembre 1870.

Les souscripteurs sont prévenus que le terme de novembre 1870, est exigible à partir du 21 novembre.

Les souscripteurs qui n'ont pas encore versé le 1er terme exigible depuis le 21 octobre 1870, sont invités à opérer leur libération.

Le retard de paiement les rend passibles d'intérêts envers le Trésor et même de sa déchéance dans le délai d'un mois, à partir du 21 octobre.

On rappelle d'ailleurs, que les versements par anticipation jouissent d'une bonification d'intérêt à 6 p. 0/0 par an.

Les versements sont reçus à la Trésorerie, au Palais national, rue d'Anjou, 2, à Lille, et aux recettes particulières d'arrondissement.

Monsieur le directeur du Journal de Roubaix.

Voici communication d'une lettre que je reçois d'un Français-Alsacien, bien placé à la Cour de Russie et dont la fin surtout pourrait intéresser vos lecteurs :

« Palais de l'Empereur, Tsarskoï Séle, le 2/14 novembre 1870.

« Je suis encore toujours en Russie, mais les malheureux événements qui se passent en France attirent plus que jamais mes regards vers elle : je vois les souffrances sans nombre qui pèsent sur toutes les classes de la société et je pense à ceux que j'aime, à mon frère, à ma sœur, à vous, cher monsieur, pour me demander à chaque instant du jour ce que vous devenez. Jusqu'à présent vous n'avez pas eu à redouter la présence de l'ennemi à Lille et Roubaix, mais ma pauvre Alsace est envahie de toute part, elle est pillée, ravagée chaque jour ; je ne vous donnerai aucun détail à ce sujet, étant en France, vous savez mieux que moi ce qui s'y passe.

« Ma sœur est à Guebwiller et mon frère à l'armée ; il a été appelé sous les drapeaux

l'autre jour, un fakir qui demandait l'aumône à un arbre.

— C'était un vœu qu'il avait fait ?
— C'était une ruse. Mais Nizam n'est pas dupe des ruses des Taugs. « Mon cher comte, je vous annonce une bonne nouvelle : nous ne sommes plus qu'à un mille de l'habitation de Nerbudda. »

« Sir Edward, les Taugs ne craignent pas de se montrer ainsi pendant le jour, presque aux portes de Nerbudda ? »

— Pas en troupe, pas encore. C'est un fakir, c'est un labourer, un jardinier ; que voulez-vous que l'on dise à ces gens-là ? On a l'air de les ignorer. Vous ne sauriez croire tous les ménagements que nous sommes obligés d'avoir envers les Taugs. Il y a, en Angleterre, un club philanthropique qui nous observe avec un soin éminent. Lorsque les nôtres sont égarés, le club trouve cela fort naturel, et il ne dit rien ; nous sommes ici pour être égarés. Mais si nous perdons le moindre Taug, c'est autre chose : le club ramasse le Taug, imprime son oraison funèbre, et voue ces juges à l'exécration de la postérité indienne. Cela nous resserre dans une circonspection, comme vous pensez bien. Cependant, si ces espionnages isolés continuent du côté de cette source, nous saisissons les fakirs et les faux labourers. »

A ce dernier mot, on vit se lever lentement, sur le bord de la route, un corps humain grêle et difforme, qui agitait des

bras démesurés, à quelques pas de chevaux.

Les soldats s'arrêtèrent en regardant sir Edward comme pour attendre un ordre.

« C'est le fakir en question, dit Edward avec le plus grand sang-froid, celui demande l'aumône aux arbres. » Et il ajouta en indien : « *Sahib* fakir, voulez-vous faire place aux étoiles, où je vais l'en donner chez les esprits des mauvaises nuits ? »

« Le fakir agita sa tête comme si elle eût tourné sur un pivot, et fit onduler ses bras longs et maigres comme des serpents.

« A la troisième sommation, je fais feu, dit Edward.

— Emparons-nous de lui, dit Elona. — De lui ! au premier mouvement il disparaît comme un éclair ; il n'y a que les balles de plomb qui soient plus agiles que ces animaux.

— Mais que fait-il donc là ainsi posé sur notre passage, Edward ?

— Il nous maudit ; ce qui d'ailleurs nous est bien égal, n'est-ce pas ? Mais cette malédiction est un peu longue. »

« Sabib fakir, voulez-vous donc aller nous maudire plus loin ? Non... Tu veux nous étrangler ?... Oui... Il est de bonne foi, ce Taug. »

Edward prit son pistolet et fit feu. Le fakir tomba. Au même instant, sur les deux bords du chemin, cent spectres noirs se levèrent, comme des vampires vomis par des tombeaux.

« Que chacun fasse son devoir ! » s'écria Sir Edward.

C'est le cri suprême et national des grands dangers.

Le petit détachement fut enveloppé sans peine par la meute des bandits indiens. Les soldats, armés seulement de dirks et de pistolets, repoussèrent vaillamment le premier choc. Le comte Elona fit feu quatre fois, coup sur coup ; à la quatrième, son bras, heurté violemment par un bras ennemi, égaré la dernière balle dans la tête de son cheval. L'impétueux cavalier tenta des efforts surhumains pour soutenir, dans l'état de ses genoux, l'animal blessé qui s'éroulait sous lui. Edward après avoir épuisé son arsenal équestre, avait deux lances à soutenir, celle des Taugs et celle de son cheval qui se révoltait de terreur contre l'épée. Courbé sur la crinière, armé à chaque main d'un pistolet d'arçon, comme d'une massue de cuivre, il imprimait à ses bras robustes une furie de rotation si vive, qu'il était, pour ainsi dire, retranché dans le cercle inaccessible d'un donjon improvisé au désert. Un cri désolant traversa l'air : « A moi, Edward !... » Elona venait d'être saisi par les Taugs. Edward déchira les flancs de son cheval, mordit sa crinière, s'incarna comme un centaure dans le cou du quadrupède, afin de s'envoler avec lui au secours d'Elona ; mais le rebelle animal, ayant fait quelques bonds en se cabrant, recula tout frissonnant devant le cadavre de son frère, et se

donnant les ailes de la terreur folle, il franchit les ravins, les haies vives, les ruisseaux, et emporta son cavalier dans le domaine de l'inconnu.

Trois sous-officiers anglais avaient été étouffés sur place ; les autres furent grottés, comme des victimes de sacrifice, et emportés sur les épaules de leurs bourreaux avec une agilité merveilleuse. A la tête de ce convoi ténébreux, quatre bandits chauves traînaient le comte Elona.

Tout cela fut accompli en quelques instants.

La rapidité de cette course, qui était un vol d'hippogriffe, ne permit pas à Edward d'estimer l'espace dévoré. Quand le cheval, épuisé par son accès de folie, tomba comme anéanti, les narines contre terre, le cavalier se trouva aux prises avec un nouveau danger. Toute trace de sentier humain ou sauvage avait disparu. Le désert écartelé de verdure et d'aridité laissait voir, à ses horizons étroits, des rochers ou des arbres sombres, qui ressemblaient aux murailles d'un cirque en ruines. Edward s'orienta aisément avec la boussole des étoiles ; mais en lui indiquant la direction demandée, les étoiles se taisaient sur la distance : Lahore et Ceylan ont à leur zénith, à la même heure, les mêmes constellations. Chaque hémisphère de notre planète est couvert par un seul point lumineux de son firmament.

Edward abandonna le cheval aux bêtes fauves, bien sûr que ce large festin,

généreusement servi au désert, devait attirer de sanguinaires convives qui, du moins, à cause de cette heureuse diversion, ne le gêneraient pas dans sa marche ; et après avoir lancé au ciel un dernier regard d'astronome et de chrétien, il se précipita au pas de course sur la route du nord.

On saura bientôt quelle idée le poussait de ce côté.

Les hommes qui ont l'habitude de l'observation, et qui ont étudié les secrets, les bizarreries et les caprices de la nature, ont remarqué partout que la campagne, en se déroulant à l'infini, d'horizon en horizon, se revêt, à de longs intervalles, d'une couche uniforme de terrains et d'arbres, et que chaque couche, en s'approchant de sa limite, commence à perdre sa physionomie pour se fondre avec l'autre qui lui succède.

Ce travail d'imitation graduée se révèle surtout au centre des grands continents vierges, où la nature n'a pas encore cédé à l'homme ses antiques droits, où la dévastation n'a pas encore pris le nom d'embellissement.

Edward observa que les accidents de terrain subitement découverts, à l'issue d'un vallon, avaient quelques lignes de ressemblance avec la campagne de Roudjah, de même qu'on remarque des lignes de filiation sur la figure des descendants d'une famille patriarcale. Les hommes puissamment organisés savent observer, même dans les circonstances